

Forum sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Rencontre du 24 mai 2012

Compte rendu provisoire
Rédigé par la Chaire de recherche
et d'intervention en Éco-conseil



Table des matières

<i>Présentation du compte rendu</i>	2
1. Les hydrocarbures	3
1.1 Non, parce que	3
1.2 Oui, car	5
1.3 Oui, si	6
1.4 Non, si	7
1.5 Nous n'avons pas le choix	7
2. Différentes exploitations, différentes problématiques	8
2.1. Le pétrole sur terre	8
2.2. Le pétrole en mer	9
2.3. Le gaz	9
3. Les informations désirées	11
3.1. Réaliser des études	11
3.2. Obtenir des explications sur la gouvernance	11
3.3 Obtenir des informations sur les acteurs	12
3.4 Obtenir des informations sur l'activité	13
3.5 Obtenir des explications sur les impacts socioéconomiques	13
3.6 Obtenir des explications sur les impacts environnementaux	14
3.7 Dialogue et consensus	14
3.8 Transparence	14
3.9 Recommandations	15
4. Les forums	16
4.1. La forme	16
4.2. Le contenu	16
4.3. Conflit d'intérêt	17
4.4. Avis	18
4.5. Recommandations	19
Questionnements	21

Présentation du compte rendu

Ceci est un document provisoire, en attente de modifications et approbation par les participants lors du prochain forum.

Lieux du déroulement et équipe d'animation du forum le 24 mai 2012

L'Étang-du-Nord: Ian Segers (éco-conseiller), Claude Richard et Marc-Olivier Massé (CRÉGÎM)

Carleton : Mylène Joncas (éco-conseiller), Sarah Gonthier et Gilbert Scantland (CRÉGÎM)

Chandler : David Tremblay (éco-conseiller), Ghislain Anglehart et Sonia Landry (CRÉGÎM)

Gaspé : Nicole Huybens (éco-conseillère), Amandine Chapelle et Mathieu Leblanc (CRÉGÎM)

New Carlisle : Peggy Henry (éco-conseillère), Josée Kaltenback (CRÉGÎM) et Caroline Duchesne (CREGIM – Conseil régional de l'environnement)

Sainte-Anne-des-Monts : Gaëtanne Mauger (éco-conseillère travaillant à la CRÉGÎM), Yves Briand et Annie Lepage (CRÉGÎM)

142 participants au premier forum

Annexes :

- Transcription complète des ateliers et des questions écrites sur des feuilles par les participants
- Première mise en ordre des idées des transcriptions et élaboration des catégories de réponse

Les notes prises lors du Forum sont disponibles aux locaux de la CRÉGÎM à Gaspé pour toute consultation par les personnes intéressées.

Dans ce compte rendu rédigé par la Chaire en éco-conseil, les informations recueillies dans la transcription du 24 mai sont articulées autour de quatre thèmes : 1. Les hydrocarbures, 2. Les différentes exploitations, 3. Les informations désirées et 4. Les Forums. En fin de compte rendu, il reste des éléments que nous n'avons pas pu classer dans l'une ou l'autre de ces catégories.

Les questions écrites sur des feuilles séparées et posées avant le travail en ateliers dans les différents groupes sont intégrées dans les quatre thèmes.

1. Les hydrocarbures

Cette sous-section présente, en 5 catégories issues des informations recueillies le 24 mai 2012, les différents avis sur l'exploitation des hydrocarbures en général:

- 1.1. Il ne faut pas exploiter les hydrocarbures parce que... (Non, parce que),
- 1.2. Il faut exploiter les hydrocarbures parce que... (Oui, car),
- 1.3. On peut exploiter si ... (Oui, si),
- 1.4. On ne peut pas exploiter si ... (Non, si)
- 1.5. Nous n'avons pas le choix

1.1 Non, parce que ...

- **La confiance n'est pas là** : les entreprises ne sont pas transparentes, le gouvernement ne défend pas les intérêts de la population et ne gère pas bien les ressources, les lobbies sont trop puissants, les politiques de compensation des compagnies pétrolières sont frauduleuses, il y a une différence entre faits et discours.
- **La gestion du gouvernement est inadéquate** : le MDDEP n'a pas assez de ressources pour les suivis. Le gouvernement tolère plus les risques pour les grosses compagnies que pour les agriculteurs. Les processus d'évaluation pour gérer les risques sont trop faibles. Les normes sont insuffisantes. On doit d'abord changer les fondements de la Loi sur les mines qui a prépondérance sur tout et avoir des exigences de compensations pour les impacts sociaux, environnementaux et économiques. Les ressources naturelles appartiennent à tous, pas au gouvernement
- **Les risques et les impacts sont trop grands, mal évalués, sous-évalués** : les mécanismes de prévention sont absents. Il faut éviter des dégâts irréversibles. Les risques sont plus importants que les bénéfices. L'exploitation dure 15-20 ans, mais il y a contamination pendant 1000 ans. La responsabilité financière des compagnies est minime par rapport à ce que coûterait un déversement réel. L'indépendance énergétique sera éphémère. Il y aura augmentation du transport maritime. La fracturation est inacceptable et déjà refusée ailleurs.
- **Les conséquences de l'exploitation sont économiquement inacceptables** : la pollution coûte cher, peu d'emplois sont créés, les bénéfices vont à une minorité d'actionnaires non québécois et les risques reviennent aux populations, il n'y a pas de garantie de richesse pour le milieu, les coûts d'exploitation ne sont pas internalisés. Ce n'est pas ça qui va sauver la Gaspésie. La production créatrice d'emplois sera faite ailleurs (raffinerie de Lévis), l'extraction en Gaspésie créera moins d'emplois. C'est toujours plus pour les riches.
- **Il y a trop d'incertitudes scientifiques** : les impacts sur les écosystèmes, les nappes phréatiques, la qualité de l'eau et la biodiversité aquatique et terrestre et sur la santé publique sont non quantifiables et non connus. On manque de données scientifiques indépendantes et d'informations crédibles pour prendre

une décision. On manque de connaissances sur les techniques appropriées compte tenu de la géologie de la région.

- **Il faut appliquer le principe de précaution** : l'exploitation conventionnelle et la fracturation hydraulique sont dangereuses. L'histoire nous a appris qu'avec les erreurs humaines et technologiques, le pire peut arriver.
- **Il y aura diminution de la qualité de vie** : perte de l'envie d'habiter ici, diminution de la fierté et du sentiment d'appartenance à une région aussi pure et tranquille, perte de l'attachement, image ternie, perte de paysages, plus de bruit, plus de trafic, vivre à côté d'une industrie pétrolière cause un stress physique.
- **Les autres activités sont dévalorisées ou deviennent impossibles** : incompatibilité entre les différents secteurs économiques : tourisme et pêche reposent sur un environnement de qualité incompatible avec l'exploitation pétrolière, c'est incompatible avec la création d'une aire marine de conservation
- **le potentiel de développement de nouvelles économies s'éloigne** : la spécificité régionale, c'est l'éolien et les marées. J'ai confiance en notre génie, en notre capacité à développer des alternatives énergétiques, économiques et politiques
- **La planète est déjà assez polluée comme ça** : exploiter une ressource non renouvelable n'est pas acceptable : exploiter est un pas en arrière et retarde la transition et le passage à des énergies renouvelables et des technologies plus vertes, exploiter maintient un système basé sur les hydrocarbures, il faut aujourd'hui réduire notre dépendance aux hydrocarbures : un jour, il n'y en aura plus. On ne peut construire un monde plus vert, plus durable avec l'exploitation d'une ressource non renouvelable.
- **Exploiter a pour effet d'augmenter les gaz à effet de serre**, y compris le méthane et donc les changements et risques climatiques, les conséquences sont locales et globales
- **L'exploitation pétrolière n'est pas du développement durable**, ressource non renouvelable, industrie à court terme, les grosses entreprises s'enrichissent, les investissements sont éphémères, pas d'engagement à long terme avec la communauté après la fin de l'exploitation, tant qu'il y aura du pétrole, on en consommera, c'est une industrie très polluante. Les profits sont privés et la gestion environnementale est publique
- **Ce qu'il faut faire, c'est changer la consommation d'énergie** : développer une stratégie énergétique globale incluant les énergies renouvelables (vent et marées) comme d'autres sociétés le font (Portugal, Danemark), il faut modifier nos habitudes de vie pour réduire notre dépendance à l'énergie plutôt que de continuer à développer, il faut forcer les gens à adopter d'autres comportements. Hydro-Québec a développé une voiture électrique, mais mise sur des tablettes.
- **Il est trop tôt** : Il n'y pas eu d'ÉES pour le pétrole terrestre, l'industrie est très peu expérimentée, les moyens techniques ne sont pas mis à jour, nous n'avons ni la main d'œuvre ni l'expertise. Le gouvernement n'a pas l'expertise.
- **Les forces ne sont pas équilibrées** : ceux qui sont pour ont des moyens vraiment plus grands que ceux qui sont contre
- **C'est irréversible** : L'industrie pétrolière transforme radicalement le milieu dans lequel elle s'installe, il y a un risque d'installation d'infrastructure de stockage sur l'île, on ne pourrait pas arrêter les travaux.

1.2 Oui, car...

- **Les hydrocarbures sont nécessaires** : pour la région, le Québec et le monde entier, pour les transports : avion, auto, les transports en commun, etc., pour des produits utilisés quotidiennement. Pendant qu'on cherche une autre ressource, on a besoin du pétrole pour répondre à nos besoins énergétiques, avant de le faire avec des énergies renouvelables
- **Il faut être responsable si on les consomme** : on va en consommer encore plusieurs années alors autant favoriser l'autosuffisance énergétique du Québec et réduire notre dépendance et rétablir la balance commerciale. La guerre en Afghanistan, c'est une guerre pour le pétrole. Il faut pallier à la dépendance des Îles au mazout (centrale électrique)
- **Mieux vaut ici qu'ailleurs** : on respecte davantage les droits des travailleurs et l'environnement ici qu'ailleurs (ex. Arabie Saoudite, Nigeria). On a la possibilité de développer ici et en faire un modèle plus responsable et une référence.
- **On peut** : réinvestir l'argent pour développer de meilleures technologies sans pétrole et réduire notre consommation d'énergie, réinvestir dans le développement durable, et la recherche sur les énergies renouvelables.
- **Le risque zéro n'existe pas** : les hydrocarbures sont une ressource parmi d'autres, qu'il faut exploiter à l'intérieur d'un cadre environnemental. Le transport des hydrocarbures venu d'ailleurs est aussi risqué.
- **L'exploitation des hydrocarbures permettrait le développement régional** : en plus de la pêche et du bois, elle crée des emplois intéressants, spécialisés, elle ferait revenir les Gaspésiens exilés en Alberta. La région ne peut pas se permettre de perdre les emplois potentiels, directs et indirects qui seront créés par l'industrie. Développer une économie du savoir augmenterait l'expertise pour le Cégep et le transfert de connaissances. L'industrie devrait avoir le droit d'exploiter seulement 2 ou 3 puits sur terre publique sans fracturation.
- **Les retombées économiques seront importantes** : opportunité pour une région qui vit une crise économique importante. Cela apporte de l'argent au gouvernement et aux industries, et permet ainsi de créer des emplois
- **C'est le bon moment** : de nouvelles techniques permettent aujourd'hui l'exploitation. Si on ne saisit pas cette opportunité, d'ici quelques années il n'y aura plus personne en Gaspésie et les compagnies auront carte blanche pour exploiter la région sans avoir de compte à rendre à personne (redevances); la ressource se raréfie et va bientôt coûter très cher.
- **Possibilité de développer des synergies avec les autres industries** : potentiel important pour alimenter la cimenterie de Port-Daniel et Orbite en gaz, pourrait renforcer des secteurs plus fragiles avec l'intégration de nouvelles techniques environnementales (récupération d'huile par les pêcheurs quand il y a des petits déversements). Une expertise gouvernementale, paragouvernementale et le tissu industriel régional pourront se développer, comme le Technocentre éolien. Le développement des ressources naturelles et le développement durable ne sont pas incompatibles

- **Il faut redresser la trésorerie du Québec** : l'exploitation aiderait à faire baisser la dette et à augmenter l'offre des services, la société serait plus riche et offrirait plus d'opportunités.

1.3 Oui, si...

- **c'est bien fait** : on exploite la ressource de façon durable comme en Norvège (50% d'investissement public), il y a une bonne gestion du risque, car le risque zéro, cela n'existe pas, Cela permet une plus grande indépendance économique et un plus grand contrôle. La compagnie peut prouver que ses forages ne contaminent pas au-delà des normes. C'est la bonne compagnie.
- **l'exploitation est traditionnelle** : pas de fracturation
- **Il y a des emplois et des redevances pour le milieu** : l'argent va à la collectivité et pas juste aux pétrolières, création d'un fonds des générations futures pour développer de nouvelles technologies, création d'un fonds pour la remise en état ou pour nettoyer. Amélioration des conditions sociales, des programmes sociaux, gratuité scolaire. On suit le modèle européen, où les richesses sont redistribuées. Cela permet un développement régional et de ramener la dynamique économique en Gaspésie.
- **L'harmonisation des usages est possible** : respect des autres ressources de la région (faune, flore, paysage, etc.), amélioration des systèmes de transport (aéroport, port de mer, système ferroviaire)
- **L'usage des hydrocarbures est intelligent** : on en fait de bons matériaux durables : des plastiques, de l'asphalte et non du pétrole pour le brûler
- **On « socialise » la ressource** : nationaliser l'industrie, pour que les capitaux restent au pays, plus grande part d'investissement public pour un plus grand enrichissement collectif, dicter nos règles de gestion, un modèle de co-entreprise, avec un contrôle public accru pour plus de redevances pour la région, une exploitation par une coopérative pour permettre plus de retombées économiques pour les Gaspésiens, pour que la région/l'État possède la ressource extraite
- **l'encadrement est adéquat** : les hydrocarbures sont exploités dans un contexte de développement durable en suivant au minimum les normes européennes qui sont les meilleures (notamment Norvège). Il y a des suivis environnementaux : eau, air, bruit... Les compagnies réparent les dommages
- **Cela permet un remplacement de l'énergie** : les Îles pourraient s'alimenter en énergie (gaz naturel plus durable et sécuritaire) et être autosuffisantes. On diminuerait les transports d'énergie venant d'ailleurs, on changerait les moteurs des bateaux au diesel pour du gaz naturel. On pourrait être les moins pires pollueurs plutôt que les pires.
- **On prépare la transition** : vers une indépendance aux énergies fossiles en utilisant les profits pour diversifier les sources et la recherche d'énergies renouvelables. On utilise les hydrocarbures de manière durable : pétrochimie plutôt que combustion. On utilise des véhicules peu énergivores, les transports en commun et le covoiturage.

- **On prend le temps** : que la valeur des hydrocarbures augmente et qu'on l'on prépare bien l'exploitation, de chercher des méthodes sécuritaires et plus écologiques, de bien connaître les impacts en faisant des recherches et en se basant sur les expériences passées, on donne une partie des permis maintenant et on en garde pour plus tard (50 ans), on en laisse aux générations futures. On fait un moratoire et on exploite pour des fins autres qu'énergétiques
- **La population est impliquée dans les discussions** : avant, pendant et après l'exploitation, on forme un comité de suivi citoyen transparent

1.4 Non, si...

- **Nous n'avons pas toute l'information** pour décrire les conséquences positives et négatives de l'exploitation. Besoin de fonds pour des recherches indépendantes
- **Nous sommes conséquents** et nous changeons notre mode de consommation
- **On utilise des méthodes inadéquates** : la fracturation
- **les entreprises n'ont pas de respect** : expropriation, manque de transparence, elles ne font que respecter les lois, sans faire plus pour plaire à la population, les municipalités sont peu ou pas informées des plans
- **Il n'y a pas de redistribution de richesse appropriée** : pas de redevances au milieu, notamment pour le municipal, on collectivise le risque et on privatise le profit, pas de retombées économiques substantielles pour la région
- **Cela ne permet pas le développement régional** : l'exploitation nuit aux autres secteurs économiques et aux industries durables, il n'y a pas de raffinerie en région pour être autosuffisant (pétrole et gaz), les emplois sont ponctuels et peu nombreux, on crée des situations comme à Schefferville ou Murdochville, on garde une vision à court terme. On répète nos erreurs de mauvaise exploitation de la ressource comme il est arrivé avec nos forêts et nos minerais
- **Cela n'est pas bien encadré** : pas de garantie s'il y a un impact pour protéger les citoyens (ex. fonds en fiducie, fonds de compensation) et aussi quand la compagnie est partie
- **Rien n'est prévu pour supporter les municipalités à gérer la croissance rapide**. Il y a l'effet pervers du développement, la valeur foncière des propriétés qui devient excessive, et rend l'accès plus difficile à la propriété.
- **C'est n'importe où** : il faudrait découper le territoire, délimiter les zones où c'est possible de le faire, pas le faire en mer
- **Les risques sont importants** : contamination des puits artésiens avoisinants

1.5 Nous n'avons pas le choix

- Les milieux n'ont pas de pouvoir
- Puisqu'on utilise les hydrocarbures, il est difficile de dire qu'on n'en veut pas
- Si on est contre, doit-on trouver des raisons pour?
- Pas assez d'efforts ont été mis sur des alternatives au pétrole
- C'est trop tard pour la consultation et la concertation
- La population ne s'est pas prononcée

2. Différentes exploitations, différentes problématiques

Cette section présente les intérêts, préoccupations et recommandations concernant l'exploitation du pétrole sur terre (2.1) et en mer (2.2) et les intérêts et préoccupations concernant l'exploitation du gaz (2.3).

2.1. Le pétrole sur terre

Intérêt

Cette production permettrait de produire aussi du gaz qui alimenterait d'autres industries, de développer des infrastructures routières. L'éolien aussi a été très controversé, mais finalement cela a été bien préparé et il est possible de faire cela pour le pétrole. On pourrait imaginer des projets communautaires autour de cette exploitation pour maximiser les retombées locales.

Préoccupations

La destruction des paysages, la pollution du sol et le bruit sont des impacts majeurs. Le transport est risqué. Les puits sont trop près des maisons. Manque d'information sur les procédés (produits, méthodes) et manque d'études sérieuses sur les conséquences de la fracturation.

Pétrolia ne garantit pas que la fracturation ne sera pas utilisée. La Gaspésie va devenir un laboratoire pour la fracturation. Ce procédé est dommageable pour l'environnement : utilisation de très grandes quantités d'eau, contamination des eaux de surface par l'eau saline, contamination des terrains, contamination et surutilisation de la nappe phréatique, utilisation de 100 à 600 produits chimiques, qu'ils ne révèlent pas, pas de site ni d'infrastructure pour traiter les boues.

Le projet pourrait ne pas aller au BAPE comme d'autres projets majeurs en Gaspésie (Orbite et cimenterie).

Pétrolia est une compagnie inexpérimentée.

Pétrolia est passée sur des terrains privés sans autorisation.

Recommandations

Faire des tests dans chaque puits artésien proche des forages.

Exploiter un nombre limité de puits, et sans fracturation.

Exploiter ailleurs que dans les zones habitables.

Évaluer l'impact d'un désastre à Gaspésie : si l'eau salée remonte, les gens n'auront plus d'eau potable.

Un moratoire.

2.2. Le pétrole en mer

Intérêt

Bénéficiaire aussi des retombées économiques et pas juste des impacts (exploitation par Terre-Neuve dans le Golfe).

Préoccupations

Nous n'avons aucune redevance pour Old Harry. Les bénéfices économiques de Old Harry ne valent pas la peine par rapport aux conséquences : en cas de déversement, les conséquences sont énormes.

Si le Québec exploite en plus de Terre-Neuve, on double les impacts.

La prospection sismique (exploration) est un danger pour la faune marine.

Risques trop importants : le forage en eau froide et profonde, avec les courants augmentent les conséquences négatives d'un accident.

Les technologies de forage en mer ne sont pas sécuritaires (tempête – glace).

L'exploitation en mer augmente le transport et les risques de déversement. Dans un courant circulaire et un écosystème fragile, ce serait une catastrophe.

Le Golfe est petit et unique, la Baie-des-Chaleurs est peu profonde les impacts seront importants en cas de déversement ou d'accident. L'économie qui en dépend sera détruite.

Pour les Îles, un déversement signifierait 20 ans de morosité : plus de pêche, plus de tourisme, perte de joie de vivre, dépression. Les impacts seront nombreux sur la qualité de vie, le mode de vie, la biodiversité et la chaîne alimentaire.

L'exploitation du pétrole en mer est incompatible avec le tourisme et la pêche.

Les lois sont complexes : fédérales, provinciales, internationales.

Pétrolia dans le Golfe, non. Il faut penser au golfe du Mexique.

Recommandations

S'assurer de la souveraineté de notre territoire avant de l'exploiter (fédéral vs provincial)

Conserver le moratoire en milieu marin et attendre de meilleures technologies avant d'exploiter.

Évaluer la valeur économique des activités dans le Golfe pour compenser justement la communauté et les acteurs qui vivent de la mer et qui en seraient privés pendant des années s'il y avait désastre.

Tenir compte des particularités des territoires (Îles = enjeux marins/Gaspésie = enjeux terrestres), nous n'avons pas les mêmes préoccupations.

2.3. Le gaz

Intérêt

Permettrait d'arrêter d'importer du pétrole pour la centrale électrique (Îles) et de remplacer le pétrole par le gaz naturel.

Les hydrocarbures c'est large : Je suis pour le gaz aux îles en substitut du mazout, mais contre le gaz de schiste et l'exploitation dans le golfe.

Préoccupations

Infrastructure lourde pour exploiter

Impacts possibles pour la nappe phréatique

DOCUMENT PROVISOIRE

3. Les informations désirées

Un grand nombre d'informations manquent : les participants souhaitent que soient réalisées des études (3.1.) et obtenir des explications sur la gouvernance (3.2.), sur les acteurs (3.3.), sur les activités (3.4.), sur les impacts socioéconomiques (3.5.), sur les impacts environnementaux (3.6.), sur le dialogue et le consensus (3.7), sur la transparence (3.8). Les participants émettent quelques recommandations (3.9).

Quelqu'un a également écrit qu'il ne lui manquait aucune information.

3.1. Réaliser des études

- Études économiques : perspectives régionales, durabilité de la croissance, création d'emplois, retombées financières, combien rapportent les différents secteurs (pêche, récréotourisme) et rapporterait les hydrocarbures à la population?
- Étude sur l'influence qu'aura cette industrie sur le tourisme et la qualité de vie de la population (bien-être social)
- Études géologiques pour connaître les impacts de la fracturation
- Étude sur les risques de l'exploitation du pétrole en mer
- Étude de la valeur des éléments écologiques (ex. écosystèmes)
- Compatibilité avec l'écosystème des Îles et le milieu humain (tourisme, pêche, ressources renouvelables, économie, environnement)
- Capacité et temps de reconstruction de l'écosystème en cas de catastrophe?
- Recherches sur les technologies
- Recherches sur les impacts supplémentaires dans un contexte climatique bouleversé
- Étude environnementale stratégique sur les hydrocarbures en milieu marin
- Des études comparatives avec ce qui se passe ailleurs dans le monde : comparaison des redevances au Québec, au Canada et ailleurs (ex. Nouveau-Brunswick 7 % et Arabie Saoudite 40 %)
- Revue de ce qui se fait dans le monde : la fracturation, les moratoires, les redevances, les permis et les droits
- Informations sur les méthodes d'exploitation pour le pétrole non-conventionnel
- Envoyer les maires faire des missions exploratoires dans d'autres provinces
- Est-ce possible de remplacer le pétrole des transports par du gaz naturel?
- Une étude sur tout ce que l'on peut perdre

3.2. Obtenir des explications sur la gouvernance

- Comment est évaluée la valeur du sous-sol? Combien coûte le sous-sol?
- Quelles seraient les redevances? Quel pourcentage irait à la région? Sont-elles calculées en revenu brut ou net? Pourrait-on en avoir une partie pour un fonds

de développement régional? Comment seront redistribuées les richesses et qui le fera?

- Dans le Golfe, qui est propriétaire de quoi? Quelles sont les politiques énergétiques régionales et provinciales? Quelles sont les compétences aux niveaux fédéral, provincial et interprovincial?
- Quels sont les droits des compagnies qui ont des claims sur des terrains privés et ceux des propriétaires de ces terrains? Quels sont les droits des Autochtones?
- Quelle protection pour les zones sensibles là où il y a des claims?
- Quels sont les territoires (sur terre et en mer) couverts par les claims et les projets?
- Où en est la rédaction de la Loi sur les mines? Y a-t-il une première version de la Loi sur les hydrocarbures? Une loi sur les hydrocarbures en 2013 est-ce réaliste?
- Que fait-on en attendant la loi?
- À partir de quel moment passe-t-on de l'exploration à l'exploitation?
- La fracturation est-elle interdite? Y a-t-il un moratoire sur le Golfe?
- Qu'est-ce qui est prévu pour éviter les accidents et les prévenir?
- Quels sont les montants mis en réserve? En cas d'accident sont-ils suffisants?
- Est-il possible de prévoir les catastrophes environnementales? Qui est responsable? Qui réagit? Combien cela pourrait coûter? Qui paie? La compagnie a-t-elle les moyens? Quels seront les dédommagements pour la région? Y a-t-il une politique de dédommagement pour les familles touchées?
- Après l'exploitation : quelles sont les obligations des entreprises à la fermeture des puits? Comment seront gérés les sites?
- Serait-il possible de faire de l'exploitation nous-mêmes (en nationalisant)? Si cela ne peut être nationalisé, pourquoi?
- Avoir un débat politique au préalable, car la population ne fait plus confiance au gouvernement pour défendre ses intérêts par rapport à ceux des promoteurs privés
- Pourquoi si peu de pouvoir municipal?
- Quelles sont les intentions politiques et quel est le réel pouvoir du citoyen?

3.3 Obtenir des informations sur les acteurs

- Qui sont les compagnies pétrolières? Qui sont les actionnaires? Quels sont leurs profits? Quelle est la part d'investissement privé et public?
- Dans quelle mesure est-il possible de nationaliser l'industrie pétrolière?
- Y a-t-il des accords entre le gouvernement et les pétrolières? Quelle expertise à l'intérieur du gouvernement? Quelle est la position du gouvernement? Quels sont les objectifs et les intentions du gouvernement?
- Quel est l'engagement des compagnies envers la population en cas de dommages mineurs et majeurs?
- Quelle est la vision globale et à long terme de l'industrie?

3.4 Obtenir des informations sur l'activité

- Projets d'exploration actuels : qu'a fait Pétrolia exactement jusqu'à maintenant? Y a-t-il eu fracturation ou non? Nombre de zones de forage, superficies, quantité exploitée? Est-ce possible de voir les projets d'exploration sur Internet? Pourquoi les citoyens les plus près n'ont-ils pas été consultés? Combien de temps va durer l'exploitation?
- Est-ce vraiment une mine d'or, un Klondike?
- Va-t-on consommer le pétrole que l'on produit?
- De quelle façon seront transportés les hydrocarbures une fois extraits?
- Le MDDEP va-t-il prendre des échantillons des puits artésiens?
- Qu'est-ce que la fracturation? Est-ce essentiel? Est-ce contrôlé? Est-elle applicable à la Gaspésie et aux Îles pour l'exploitation du pétrole? Quels sont les impacts? Fracturation et injectivité, est-ce la même chose? Quelles sont les différentes sortes de fracturation?
- Quelles technologies sont utilisées pour l'exploration et l'exploitation et comment mesure-t-on la fiabilité des techniques d'exploitation utilisées et les impacts sur l'environnement?
- Comment se fera la gestion des boues et eaux usées?
- Combien d'années s'écoulent entre l'exploration et l'exploitation? Pourquoi est-ce si urgent?
- À quel prix doit-on exploiter ces ressources? Valeur du pétrole à long terme
- Combien de gallons de pétrole potentiel sur combien d'années?
- Nous aimerions visualiser une carte qui représente tous les puits d'exploration pétrolière actuels et ceux projetés dans l'année
- Est-ce que le puits Haldimand va être foré avant deux ans?

3.5 Obtenir des explications sur les impacts socioéconomiques

- Nombre d'emplois, leur type et pour qui? Quelles sont les retombées économiques et pour combien de temps?
- Les gens locaux ont-ils les qualifications? Va-t-il y avoir des formations sur les énergies vertes?
- Pétrolia boirait-elle de l'eau d'un puits artésien creusé à côté de son puits de pétrole? Va-t-elle échantillonner?
- Pourquoi la recherche scientifique sur les hydrocarbures ne se fait pas ici?
- Quel poids auront nos décisions?
- À qui appartient la Gaspésie?
- Valeur des autres ressources qui pourraient être perdues (poissons, touristes)
- Impacts sur la valeur immobilière là où il y aura exploitation?
- Faire différents scénarios sur les alternatives en terme de développement régional, sur les alternatives aux hydrocarbures.
- Combien de temps aura-t-on encore besoin de pétrole? Est-ce que dans 10 ans on va encore en avoir besoin?

- Quelle est l'opinion de la majorité silencieuse de la population et des autres régions du Québec? Quel est le point de vue de Terre-Neuve sur l'exploitation en mer?
- Est-ce possible de développer un modèle d'exploitation qui profiterait plus à la région? Qui serait temporaire, pour utiliser les profits à des fins de transition (investissement voiture électrique, hydrogène, transport en commun)?
- Peut-on s'enrichir collectivement avec l'exploitation?
- Les chances sont minces que l'on consomme le pétrole que l'on produit s'il n'y a pas de régularisation au Québec.

3.6 Obtenir des explications sur les impacts environnementaux

- Quelles sont les émissions de gaz à effet de serre durant l'exploration, l'exploitation, le transport?
- Connaitre d'un point de vue indépendant si une gestion et un développement durable et sécuritaire sont possibles pour l'environnement et la population.
- Les impacts potentiels peuvent-ils se calculer vraiment? Quel est le suivi environnemental, pour l'exploration et pour l'exploitation?
- Peut-on exploiter les hydrocarbures de façon saine pour l'environnement?
- S'il y avait une exploitation conventionnelle, y aurait-il une étude d'impacts environnementale ?

3.7 Dialogue et consensus

- Il va toujours manquer des informations
- Il manque un dialogue entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre. Comment peut-on concilier les deux parties?
- Un consensus Québec-Terre-Neuve est-il possible pour l'exploitation en mer?
- Débat complexe : pas dans ma cour
- Importance de connaître les visions globales à long terme et les enjeux réels des compagnies d'exploitation pour que se développe une confiance

3.8 Transparence

- Transparence : qu'est-ce qu'on ignore et qu'on devrait savoir?
- Lorsque l'industrie essaie d'être plus transparente, la méfiance augmente? Doit-on restreindre l'information donnée?
- Pour les informations scientifiques, il faut inviter des personnalités impartiales et indépendantes (ex : Hubert Reeves)
- Expertise neutre sur tous les enjeux écologiques à long terme
- Comité indépendant, pour étudier les impacts de l'exploitation
- Ne pas se fier au rapport de la compagnie Corridor Ressources, il y avait une fausse modélisation
- Faire venir plusieurs intervenants pour le milieu marin
- Recherches locales/régionales, et non celles qui viennent du milieu urbain

3.9 Recommandations

- S'interroger sur nos valeurs de société : la prise en compte des générations futures, le bonheur sont-ils dans la consommation?
- Débattre sur l'idée : le pétrole est-il vraiment nécessaire pour notre développement, notre société?
- Parler de l'idée : doit-on exploiter jusqu'à la dernière goutte?

DOCUMENT PROVISOIRE

4. Les forums

Les forums font l'objet de commentaires sur leur forme (4.1) et sur leur contenu (4.2.). Ils font également l'objet d'avis (4.3), d'un conflit d'intérêt (4.4.) et de recommandations (4.5).

4.1. La forme

- Trop tôt, pas assez de publicité. 2 salles, ce n'est pas adéquat
- Début en retard, mauvais encadrement technologique
- On aurait dû discuter de la pertinence et du fonctionnement de la démarche.
- Chacun voulait intervenir sur le processus, mais on voulait nous enfermer dans le moule préétabli.
- Je n'aime pas la formule des petits groupes.
- 20 minutes en petits groupes, c'est trop court.
- En grand groupe, seules quelques personnes ont l'occasion de parler
- Pas de spécialistes, pas de documents de travail, pas d'ordre du jour. Il manque des informations qui auraient dû être données avant la rencontre.
- Quelles définitions pour « débat », « consensus » et « dialogue »?
- Pourquoi éliminer la possibilité de prendre des décisions à la majorité? Le consensus obligé pourrait nous produire des positions minimalisées.
- Comment trouver un consensus avec des positions aussi différentes, dans une controverse?
- Comment co-construire ensemble si on dialogue toujours avec les mêmes?
- Quels investissements en temps et en énergie me seront nécessaires si je veux défendre ma position jusqu'à la fin?
- Est-ce que tous les commentaires, les points de vue, seront reportés au compte-rendu? Comment aurons-nous accès au compte-rendu?
- Que va-t-il arriver aux feuilles sur lesquelles on prend des notes?
- Est-ce que des experts indépendants seront entendus/consultés?
- En dehors des forums, y a-t-il un lieu où les citoyens peuvent s'exprimer comme un site internet, un Facebook? Si oui, lequel? Sinon, pourquoi?
- La quasi-totalité des personnes présentes au forum est réfractaire à l'exploitation et les parties en faveur de l'exploitation ne sont pas là.
- Les entreprises comme Pétrolia auraient dû être présentes pour participer, mais pas au niveau du financement
- Démarche trop longue laissant beaucoup de place à l'exploitant qui continue de forer
- Les forums seront-ils représentatifs?

4.2. Le contenu

- La position des forums ne plaira pas à Pétrolia. Que fera-t-elle? Que se passe-t-il si les Gaspésiens se prononcent « contre »?

- Cette démarche et le consensus obtenu peuvent-ils avoir un impact significatif sur la Loi sur les hydrocarbures?
- Un gouvernement-actionnaire, concessionnaire de la ressource et financier du processus accepterait d'entendre autre chose que ce qu'il veut?
- Ces forums vont-ils vraiment influencer les entreprises? Quelle est la portée de ces forums de 150 personnes sur des exploitations de millions de dollars?
- La CRÉ va-t-elle modifier la position des forums?
- Un moratoire permettrait d'appliquer le principe de précaution et de respect en attendant l'issue des discussions. Il aiderait à un apaisement, sans moratoire la démarche est inutile
- Le pétrole devrait être inclus dans l'ÉES et le moratoire actuel
- La décision inclut-elle les forages à Haldimand ?
- Moratoire sur l'exploitation et la recherche dans le golfe St-Laurent.
- Est-ce que réfléchir aux conditions de développement durable de l'industrie des hydrocarbures en Gaspésie laisse une porte ouverte à la possibilité que le développement de cette industrie ne soit ni durable ni souhaitable?
- Est-ce que la décision sur les hydrocarbures peut inclure le forage d'un puits?
- Pourquoi on se pose les questions aujourd'hui alors qu'il y a déjà des forages?
- Est-ce que la fracturation est exclue?
- Est-ce que Pétrolia est prête à garantir que jamais la fracturation, ailleurs interdite, ne sera utilisée ici?
- Pourquoi ne pas faire un débat sur les énergies renouvelables au lieu de faire un débat sur les énergies non renouvelables?
- Séparer le volet maritime et terrestre, car ce n'est pas la même chose aux niveaux environnemental, biologique, géophysique et légal
- distinguer l'exploitation avec fracturation ou non
- prendre en considération la spécificité des Îles
- La CRNT pourrait être le comité de vigilance de l'exploitation des hydrocarbures en région
- Les pressions devraient être faites auprès des dirigeants et non auprès des compagnies pétrolières. Elles utilisent les lois existantes.
- Le gouvernement doit écouter la population et on doit arriver à un pacte social avant d'aller de l'avant dans ces projets liés à nos ressources naturelles.
- Création d'un fonds pour faire des consultations publiques. Il pourrait être payé par les redevances des industries minières.
- Qui est la CEDEC? Qui est Québénergie?

4.3. Conflit d'intérêt

- La participation financière de Pétrolia nuit à la crédibilité de cette démarche, la démarche ne peut pas être impartiale et le processus n'est pas indépendant
- Pétrolia ne devrait pas assister à des rencontres du comité de coordination
- Manque de confiance envers la CRÉ et ses processus de consultation

- La CRÉ ne devrait pas collaborer avec l'UQAC
- Le problème est que le MRNF a un mandat pour favoriser la production pétrolière
- l'industrie pétrolière fait beaucoup de lobby au gouvernement qui est actionnaire de Pétrolia.
- Combien d'argent Pétrolia a-t-il fourni à la Chaire en éco-conseil et quand?
- Conflit d'intérêt dans le fait que le gouvernement investit 10 millions \$ dans Pétrolia, puis ensuite dicte les règles
- Les acteurs, les groupes, les animateurs, les responsables, les élus, les représentants, le public devraient faire une déclaration de conflit d'intérêt
- Qui sont les partenaires financiers? Quelles sont les contributions de chacun?
- De quelle façon les partenaires financiers peuvent-ils influencer le rapport final?
- Qu'est-ce que Pétrolia a en échange de sa participation?
- Est-ce que des compagnies privées qui ont des intérêts dans l'exploration et l'exploitation contribuent financièrement au forum?
- Est-ce que tout ce cirque n'est qu'un exercice de relations publiques aux frais des contribuables et au profit de Pétrolia?
- Cette démarche répond à un besoin de citoyen, de chercheur ou d'industrie?

4.4. Avis

- Impression d'être un laboratoire, d'être des cobayes. Est-on d'accord d'entrer dans une démarche « expérimentale » à ce moment-ci?
- Manque de transparence, scepticisme, sentiment d'être manipulé, les compagnies ou le gouvernement vont utiliser nos préoccupations/visions pour modifier leurs discours
- Impression d'être dans une thérapie de groupe où on va me faire évoluer vers la position souhaitée
- Démarche non désirée, les processus formels nous surchargent déjà, 10 séances : danger de surconsulter? Les forums vont avoir pour effet de rendre un BAPE inutile.
- Impression de participer à une recherche sans devis ni consentement
- Peur que ce soit une façon d'occuper le monde, de les fatiguer, pour avoir moins de contestations quand les projets se déroulent
- La CRÉ a récupéré la démarche
- La CRÉ n'a pas les pouvoirs qu'il lui faut
- \$how Business
- Bravo pour l'initiative, on ne pourra pas dire qu'on n'a pas essayé
- Au pire, il n'y aura pas de résultats
- Importance du dialogue ensemble. Il ne faut pas être fermé aux réflexions des autres
- Si tous les avis sont pris en compte, la position sera encore plus forte.
- Il n'y a pas de démarche parfaite, n'importe quel autre choix aurait été contesté
- Mieux vaut être ici à jaser plutôt que chez soi à râler
- On réinvente la démarche plutôt qu'utiliser le BAPE. Si on ne croit plus aux institutions, nous allons nous scinder.

- Trois processus en cours (deux ÉES et un BAPE ressources naturelles aux Îles), les forums ont lieu avant les conclusions. Il va manquer des infos essentielles.
- Quand j'aurai obtenu des réponses satisfaisantes à toutes mes questions, je reviendrai m'asseoir pour discuter. Sinon, l'exercice m'apparaît comme une immense perte de temps, une fourberie indicible visant à nous faire avaler une couleuvre trempée dans l'huile.
- On a le droit et le devoir d'être méfiant. Il faut être vigilant lorsqu'une entreprise finance une chaire de recherche. Quand c'est trop beau, c'est louche.
- Je crois que Pétrolia (CRÉ) fait cet exercice de consultation parce que Pétrolia approche de la fin de son permis d'exploration. Pétrolia veut probablement l'approbation sociale (récupérée) pour avoir un permis d'exploitation.
- Dans MRC Rocher-Percé, on dit souvent que ce n'est pas la population qui empêche l'économie, mais les environnementalistes.

4.5. Recommandations

- On aurait voulu que vous expliquiez la démarche, avoir une mise en contexte sur le processus avant la rencontre, expliquer la méthodologie et les objectifs de la rencontre point par point au début de la rencontre
- Expliquer le déroulement et les questions avant le forum, pour savoir si on veut participer.
- Faire une rencontre en soirée, après 18h, ou encore le samedi
- Rendre vos documents accessibles (imprimés ou téléchargeables)
- Rendre les forums plus conviviaux et accessibles, de l'eau et des collations, des sandwiches végétariens et du jus, un micro pour le grand groupe, rendre l'accès plus facile pour les personnes âgées (ex. ascenseur), un animateur de la CRÉ par groupe, qui agirait comme secrétaire
- Il faut s'assurer que tout le monde écoute, Utiliser un bâton de parole. On devrait avoir des oreilles avant une bouche ! Il faudrait que les gens écoutent, car nous sommes 140 !
- Ne pas faire de catégories (dans le compte rendu) pour l'instant, pour respecter la diversité des points de vue.
- Choisir une personne plus neutre que Gilbert Scantland pour le rôle de nomade
- Présenter les intervenants dans les différentes salles avant de commencer
- Fixer les problématiques et y répondre.
- Ne vous laissez pas impressionner par les « faiseurs » de spectacles
- On a tous des barrières à laisser tomber, il faut se laisser du temps de parole.
- Il faut faire un débat sur les manières d'effectuer un débat
- Présenter une synthèse et la démarche pour le prochain forum
- Ce genre de co-construction prend plus que quelques mois : les enjeux sont énormes, ne pas céder à la pression et tourner les coins ronds
- Droit au respect, les participants au prochain forum devraient lire la démarche et le compte-rendu pour un suivi respectueux.

- Les élus devraient être présents au forum
- Aimerais être éclairé des deux côtés, où sont ceux qui sont pour?
- Pétrolia et tous ceux qui ont des droits d'exploration/exploitation devraient être ici à la table pour discuter. Il manque le MDDEP, le ministre de l'Environnement, il faut mobiliser plus de citoyens pour qu'ils soient plus présents. Cela va avoir du pouvoir et les préfets vont en prendre compte.
- Quelles actions pour inclure la communauté anglophone?
- Attendre que la démarche soit plus grande pour avoir plus d'argent
- Faire des petits groupes par MRC, puis avec toutes les MRC
- Pour enrichir les dialogues il faudrait s'imprégner des différences et profiter des expériences des autres MRC en utilisant la technologie. Il faudrait avoir des rencontres réelles avec les 6 MRC (sans la technologie). Inviter tous les participants à se rencontrer au même endroit (services d'autobus, de repas et d'hébergements si besoin).
- Avoir un système interactif d'échanges écrits lors des rencontres
- Faire une plénière régionale avec un micro et du temps par personne, en vidéoconférence, pour débattre des questions et du processus.
- Faire une synthèse des interrogations pour dissiper le sentiment de morcellement
- Permettre à toute la population de s'exprimer (plateforme web, sondage, référendum), pouvoir poser des questions via courriel, publiciser le suivi
- Que le MRNF engage une personne indépendante pour s'occuper du dossier des hydrocarbures en Gaspésie et aux Îles. Qu'il travaille en collaboration avec la CRÉGIM et que celle-ci définisse un mandat pour répondre aux préoccupations des Gaspésiens qui ressortiront de ces forums.
- Aller chercher des redevances, ou des avantages comme payer notre pétrole moins cher à la pompe.
- Ne plus délivrer de permis d'exploration aux compagnies pétrolières
- Talisman Energy font de l'exploration entre Montréal et Québec. Et sûrement d'autres expériences ailleurs. Y'aura-t-il une possibilité d'avoir des témoignages de particuliers qui vivent déjà avec ce genre d'industrie et qui pourraient partager leur expérience, bonne ou mauvaise?

Questionnements

Cette dernière partie comporte les questions écrites sur les tables pendant les ateliers et sur des feuilles au début du forum, quand elles ne sont pas reprises dans les catégories et sous-catégories ci-dessus.

- Est-ce que c'est, de la part de Pétrolia, une tentative de nous faire oublier les poursuites baillons qui ont entaché ses relations avec la population gaspésienne?
- Comment se fait-il que la maire ne s'indigne pas de nous imposer cette exploitation?
- Qui s'occupe d'Anticosti?
- Le Gaspésien moyen, qui s'informe peu, comment peut-il prendre position? Il faut lire les nouvelles et avoir du jugement.
- Défendre les intérêts de la région versus les intérêts du milieu?
- Les échéanciers de Pétrolia sont-ils arrimés aux échéanciers de la CRÉ?
- Ma participation à ce forum risque-t-elle d'être interprétée comme une reconnaissance implicite de sa légitimité?
- Avec autant d'inconnu, devrait-on mandater une organisation pour combler ce manque d'informations?
- Une municipalité a un réseau d'aqueduc sous pression, un réseau d'égout sanitaire étanche à tout prix et est déversé dans une usine d'épuration des eaux et refoulé à la mer. Un réseau d'égout pluvial qui n'est pas étanche à 100% et à 75% coule dans la nappe phréatique. C'est plus dommageable à la nappe phréatique que le forage pour le pétrole qui serait fait sous toutes réserves environnementales stratégiques à 100% bien faites.
- La loi sur les mines date de 1880 et à l'époque, il n'y avait pas de fracturation
- Mission de Pétrolia : exploration. D'autres compagnies vont acheter le permis d'exploitation
- La CRÉ avaliserait la cimenterie sans BAPE
- Taxes pour les zones panoramiques, mais champs de pétrole à l'arrière
- Aucune politique au niveau de l'achat local
- Combien le gouvernement Harper touche pour tout le remaniement législatif en cours?
- L'enjeu divise la population : il y a un conflit entre les groupes et des positions extrêmes.